



L'actualité du des industries chimiques

N° 358 du 16 mai 2019

L'agenda

**Conférence
UFR
5 et 6 juin
2019**

RÉUNIONS PARITAIRES À VENIR

16/05-CHIMIE : CSP/SPP
16/05-CAOUTCHOUC : CPP
16/05-NEGOCE : CPPNI
**20/05-OFFICINES : Réunion
paritaire**
**23/05-REPARTITION PHAR-
MACEUTIQUE : Paritaire**
**23/05-INDUSTRIE PHARMA-
CEUTIQUE : CPPNI**



FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
Tél. 01.84.21.33.00 -
<http://www.fnic-cgt.fr> -
E-mail : contact@fnic-cgt.fr
Directeur de publication : Emmanuel Lépine
Bimensuel - 1,06 €
ISSN : 1762-4991 - N° CPPAP : 1020 S 06566
Imprimé par nos soins

Droits & libertés

Lorsque l'employeur commet une faute grave qui rend impossible la poursuite de la relation de travail, le salarié peut quitter l'entreprise par une « prise d'acte ».

En cas de manquement grave de l'employeur à ses obligations, le salarié peut prendre acte de la rupture de son contrat. Mais attention aux conséquences. Après la rupture du contrat, et jusqu'à l'obtention d'une décision de justice en sa faveur, le salarié n'a droit à aucune indemnité.

LA « PRISE D'ACTE », À MANIER AVEC PRÉCAUTION

La prise d'acte entraîne la rupture immédiate du contrat de travail sans possibilité pour le salarié (du moins dans un premier temps) d'être pris en charge par l'assurance chômage. Il faut saisir les prud'hommes et faire reconnaître « officiellement » la faute grave de l'employeur pour obtenir réparation des dommages causés et percevoir des indemnités par Pôle emploi.

5450

C'est le nombre de prisonniers politiques palestiniens au mois de mars 2019. Depuis 1967, 850 000 Palestiniens ont été emprisonnés par les autorités israéliennes, 1 000 000 depuis 1948 et 10 000 depuis 2015. Depuis 2000, au moins 8 000 enfants palestiniens ont été détenus, interrogés et inculpés par la justice militaire israélienne.

15%

C'est le pourcentage de terres palestiniennes, qui sont encore occupées par les Palestiniens en 2017, alors qu'ils représentent 48 % de la population vivant sur la Palestine historique.

Avant 1948, les Palestiniens vivaient sur 87,5 % de la Palestine historique.

Orga & Vie syndicale

Tous nos syndicats ont reçu le **calendrier des formations syndicales pour 2019**. Il est consultable aussi sur le site internet de la FNIC.

La formation est un outil indispensable pour permettre à nos syndiqués de devenir des militants actifs et participatifs à la vie de nos syndicats.

Tous les modules peuvent se faire en territoire pour les syndicats de la Fédération pour les rendre plus accessibles à chacun, sachant qu'il nous faut un minimum de

CALENDRIER DES FORMATIONS SYNDICALES 2019

10 stagiaires par session. L'organisation de la formation en territoire se construit dans le cadre des collectifs régionaux.

Faites remonter vos besoins auprès de vos syndicats et des référents FNIC régionaux ou départementaux, vous retrouverez la liste de chacun des référents par département sur le site de la FNIC.

**POUR ÊTRE UN ACTEUR DE LA VIE SYNDICALE,
JE ME FORME.**

Actualité sociale

ANALYSE DE

Macron a tiré les conclusions de son grand débat le 25 avril à la télévision, débat qui devait soi-disant répondre aux contestations des salariés, des Gilets jaunes, des citoyens.



En introduction, il a commencé par salir et dénigrer le mouvement des Gilets jaunes qu'il assimile à des casseurs, violents, racistes, etc. alors que ce

mouvement est le contraire dans son immense majorité. La ficelle est grosse, il y a les méchants et ils sont en jaune.

Ensuite, il a dit et répété qu'il avait compris beaucoup de choses, parlé des souffrances, pour finir par dire que son cap, ses décisions déjà prises étaient les bonnes, et qu'il ne changerait pas de politique.

Donc, nous avons un président qui nous dit qu'il ignorait précédemment le sort de la population, puis ensuite, qu'il n'a pas fait fausse route.

Au passage, on est ravis d'apprendre que le pouvoir d'achat va mieux, de même que l'emploi dans l'industrie, alors qu'une grande majorité de citoyens constate le contraire.

Au sujet des propositions, son discours est construit surtout sur des constats et de la compassion, il est difficile de faire la part des choses. L'objectif est de nous faire confondre incantation et décision.

Ce qu'il a voulu faire avec son grand débat national, c'est gagner plusieurs mois et conclure par un discours de campagne électorale, à un mois des élections Européennes.

Pour ce qui est des vraies bonnes décisions, vous repasserez plus tard, en 2020, 2021 ou 2025. Encore faudrait-il qu'elles ne soient pas contrecarrées par des mauvaises.

Dans son discours, il flatte les maires, flatte le tissu associatif, mais sans mesure positive en ce qui les concerne. Il trouve aussi des coupables. Les coupables à ses yeux ce ne sont pas les ultras riches, le capitalisme financier, non, ce sont les hauts fonctionnaires, qui sont livrés dans l'arène, à la vindicte du peuple.

Reprenons les grands chapitres de son discours, qui a sauté souvent du coq à l'âne, affirmant souvent tout et son contraire.

Sur l'urgence climatique, c'est assez simple, il n'y a pas de

décision, à part de créer une commission de 150 citoyens tirés au sort qui feraient des propositions pour l'automne. En clair, gagner encore du temps alors que les solutions sont connues depuis longtemps. Comment peut-on imaginer que le ministère de l'environnement serait ignorant et sourd au point de ne pas avoir entendu les exigences pour notre planète ?

Un autre tour de passe-passe est annoncé pour la transition écologique, c'est la décentralisation. Autrement dit, responsabiliser en bas et déresponsabiliser en haut. Or, **notre planète a besoin de décisions majeures, pour le bien des peuples.**

Sur le service public, le président répondra à une journaliste que la décision de supprimer 120 000 fonctionnaires est maintenue. Il ne dira pas un mot sur les privatisations en cours, comme ADP, ou la Française des Jeux.

Pour créer un effet d'annonce, chaque canton devra disposer d'un accueil baptisé « France service » qui reprendrait ce qui existe déjà, à savoir les maisons de service public. Cette création, qui n'en est pas une, est plutôt une concentration de services publics. Dans le discours, l'amalgame est fait avec l'accueil des mairies, la Sécurité sociale et Pôle emploi. On voit bien là qu'il s'agit plutôt de supprimer les missions de service public que de les déployer.

Pour ce qui est des fermetures d'écoles et d'hôpitaux, les maires disposeraient d'un droit d'opposition, mais pas un mot sur les décisions en cours d'application et pas un mot sur le maintien des financements en cas de rejet des projets de fermeture par les mairies.

Il annonce aussi la fermeture d'organismes publics, sans vouloir dire lesquels, certainement pour les attribuer au privé.

Concernant la fiscalité, l'évasion fiscale est évoquée mais seulement pour renvoyer sur la Cour des comptes qui aura la mission de faire des propositions, donc encore et toujours feindre de découvrir et vouloir gagner du temps.

Idem pour l'ISF, il faudra attendre 2020 selon lui pour faire une évaluation. Le président réexplique sa théorie, à savoir que ce sont les très riches qui permettent aux autres d'avoir du travail.

Cette théorie, dite du ruissellement, ne se vérifie dans aucun pays du monde, au contraire. Aux Etats Unis, en Inde, en Chine, etc. ...plus il y a de très riches, plus il y a de très pauvres.

Actualité sociale

L'ALLOCUTION MACRON

Le président fait un tour de passe-passe sur les tranches d'impôts en annonçant en créer une nouvelle, mais pas pour les très riches, plafonnés à 45 % mais en redécoupant à l'intérieur des plages existantes. Pour mémoire, il a existé en France une tranche d'impôt à 65 % pour les très riches, il ne faut pas l'oublier. Pas un mot sur la TVA qui est, rappelons-le, l'impôt le plus injuste, qui représente en volume le double de l'impôt sur le revenu.

Sur la question des salaires et pensions, il insiste sur les devoirs des chômeurs, **on comprend dans son discours qu'il veut continuer à faire la chasse aux chômeurs**, qu'ils sont responsable de leur situation, alors qu'il n'y a que 20 % d'offres d'emplois par rapport au nombre de chômeurs.

Pour les retraités, il faut rappeler que les pensions étaient historiquement indexées sur les salaires, c'est différent de les indexer sur l'inflation officielle. De surcroît, l'annonce qui est faite décale dans le temps, à 2020 ou 2021, une indexation sur l'inflation.

Pour ce qui est des retraités des professions libérales, il y a une déclaration de compassion, mais aucune décision.

En ce qui concerne les salariés, il faudrait travailler plus, pour le reste, le président revient sur des tours de passe-passe avec l'intéressement et la fiscalité, rien sur les salaires comme d'ailleurs rien sur la précarité. Il dit ouvertement, en réponse à une journaliste, qu'il y a une opposition entre augmentation de salaire et compétitivité.

Concernant le départ en retraite, le président aurait pu paraître clair, au début, sur l'âge de départ, qui va rester à 62 ans, sur le papier. Mais il faudra travailler au delà car le niveau de la pension n'assurera pas une retraite décente, étant donné qu'une décote sera mise en place.

Macron intitule tranquillement ça « *Le libre choix* ». Comment peut-on parler de libre choix, quand on survit déjà avec un salaire de misère, qu'on se verra de surcroît amputer sa pension si on veut faire valoir ses droits à la retraite dès 62 ans. Et par contre, pas un mot sur la reconnaissance du travail pénible.

Au passage, Macron fait 2 affirmations mensongères :

la première qui est de dire que les Français travaillent moins que dans d'autres pays. Non seulement c'est inexact, mais surtout c'est la productivité qu'il faut comparer. La France, en termes de productivité, est parmi les meilleurs au monde.

La deuxième est d'affirmer que l'espérance de vie progresse, ce qui a été vrai mais ne l'est plus, en particulier pour les ouvriers et employés, hommes et femmes.

Macron a abordé aussi des sujets qui ne sont pas venus ou très peu, dans le grand débat, en reprenant des thèses de l'extrême droite.

A des fins purement électorales, il ouvre une polémique sur la laïcité pour détourner des revendications portées massivement.

Il s'emporte avec virulence contre l'islamisme politique et se refuse à citer les autres extrémismes religieux.

Il fait aussi un discours sur les migrations, sujet pratiquement absent des revendications du moment, un discours très à droite.

Il invente une formule répété à plusieurs reprises « l'art d'être Français ». Non seulement c'est idiot, mais c'est surtout une posture typiquement d'extrême droite.

Enfin, ce discours n'a été une fois de plus que de l'enfumage médiatique. **Emmanuel Macron et son gouvernement n'ont toujours rien compris : le cap libéral et l'austérité sont maintenus.**

Pour la FNIC-CGT, la réponse à l'urgence sociale passe par l'augmentation des salaires, des pensions, du SMIC, plus de justice sociale et fiscale, le rétablissement de l'ISF, la réduction du temps de travail, etc.

POUR L'OBTENTION DE NOS REVENDICATIONS, IL NOUS FAUT POURSUIVRE LES MOBILISATIONS ET AGIR PAR DES GRÈVES DANS LES ENTREPRISES ET DES MANIFESTATIONS.

PAGE 4 : TRACT « CLEFS EN MAIN » À DIFFUSER MASSIVEMENT



LA GRÈVE ET LA MOBILISATION DES SALARIÉ(E)S

C'EST LA SOLUTION !

Les militants, les révoltés, qu'ils soient Gilets jaunes ou autres, n'ont eu que la confirmation de ce qu'ils disent depuis le 17 novembre : **Macron, le président des riches, écoute mais n'entends pas et ne changera pas de cap. Toutes les revendications de justice sociale et fiscale ont été balayées d'un revers de main avec tout le mépris qu'on lui connaît. Aucune proposition d'augmentation des salaires par le partage des richesses créées dans l'entreprise : les patrons et leurs actionnaires peuvent continuer à se gonfler de dividendes.**

La réforme des retraites présentée avec une malhonnêteté intellectuelle rarement atteinte à ce niveau de responsabilité nationale. Oser dire, qu'il ne reculera pas l'âge légal de départ à la retraite, qui est à 62 ans, en mettant une décote qui incitera à travailler d'avantage, est le paroxysme de l'enfumage.

C'est pourquoi nous avons eu raison d'être en force, militants, Gilets jaunes, forces politiques, progressistes, associations, salariés, retraités, privés d'emploi, dans la rue le 27 avril, le 1er mai, le 9 mai, pour exiger la destruction totale du programme ultralibéral de Macron.

Un programme répondant seulement à la finance et à la destruction de notre modèle social pour lequel il a été mis en place à l'Elysée pour 5 ans. C'est certainement vrai qu'il se fout de briguer un autre mandat puisqu'il aura accompli les demandes les plus régressives attendues par le patronat depuis le Front populaire en 1936.

LA GRÈVE ET LA LUTTE DANS NOS ENTREPRISES POUR CONTINUER CE QUE NOUS AVONS COMMENCÉ LE 27 AVRIL.

TOUT EST PRÉTEXTE, SOUS RAISON D'ÉCONOMIE POUR DÉTRUIRE NOS SERVICES PUBLICS.

Nous en revenons toujours à la même équation de devoir choisir entre un service qui réponde aux attentes et aux besoins de la population et la réduction d'une

dette qui a pour cause, en grande partie, 60 %, les cadeaux fiscaux faits aux entreprises.

Nos hôpitaux, nos Ehpad, nos écoles, notre système de santé, nos infrastructures routières, les grands secteurs de l'eau et de l'énergie, etc. sont bradés aux entreprises privées qui se foutent complètement de l'obligation de service public puisqu'elles ne sont que stratégies financières.

Nous avons besoin de faire converger l'ensemble des professions et des forces progressistes pour :

- ☞ **maintenir et améliorer nos services publics,**
- ☞ **porter notre projet de société qui, lui, ne fait aucune distinction entre Public et Privé,**
- ☞ **exiger l'augmentation des salaires,**
- ☞ **obtenir la réduction du temps de travail,**
- ☞ **défendre la retraite à taux plein à 60 ans et 55 ans pour travail pénible,**
- ☞ **exiger la liberté de manifester sans violences policières, ni répression exercée sur nos camarades.**

La grève est la seule solution pour faire plier le capital.

Ne nous laissons pas berner par la pollution des médias qui sont les vendus du patronat.

Pour les faire plier il faut les toucher au portefeuille.

PRÉPARONS-NOUS, CAMARADES, A ENTRER DANS L'ACTION, POUR NOTRE AVENIR ET CELUI DE NOS ENFANTS.